

Caractérisation des enrobés bitumineux

Pour établir l’absence ou la présence d’amiante et/ou de HAP en teneur élevé

Numéro de rapport : C-DI69-2024-30-221882
Date du rapport : 18/04/2024
Date de visite : 25/03/2024

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport :

- il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir des HAP : après analyses, ils contiennent moins de 50mg/kg de HAP.
- il a été repéré des matériaux et produits susceptibles (*) de contenir de l'amiante : après analyses, ils ne contiennent pas d'amiante.

Domaine d’ouvrage concerné	
Adresse	Résidence Beaune Bourgogne 37 rue recteur Marcel Bouchard 21000 DIJON
Propriétaire	CROUS Bourgogne Franche Comté Sous-direction du Patrimoine - Site de Dijon 32 avenue de l'Observatoire BP 32021 25001 BESANCON Cedex 3
Opérateur de repérage	BETTOU Stéphane adm.diag@btp-diagnostics.fr
Guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux	



CONCLUSION DÉTAILLÉE DU REPÉRAGE	3
PLAN(S) DE LOCALISATION	3
ENSEMBLE DES CAROTTES RÉALISÉES	5
OBJET DE LA MISSION	7
INFORMATION SUR LE RAPPORT	7
RENSEIGNEMENTS SUR LA MISSION	8
PROGRAMME ET PÉRIMÈTRE DE REPÉRAGE	9
VALIDATION DE LA CARACTÉRISATION	9
PV DES ANALYSES LABORATOIRE	11
RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ	18
CERTIFICATION DE COMPÉTENCE	20
AUTRES DOCUMENTS	21

CONCLUSION DÉTAILLÉE DU REPÉRAGE

LISTE DES CAROTTES CONTENANT DE L'AMIANTE ET/OU DES HAP

Carotte	Localisation	Conclusion HAP	Conclusion Amiante
NÉANT	-		

Observations diverses

Néant

PLAN(S) DE LOCALISATION

Sont précisées sur le(s) plan(s) ou croquis les informations suivantes :

- La localisation des parties de domaine d'ouvrage visitées, le périmètre de repérage et les parties non visités
- La localisation des prélèvements réalisés ainsi que leurs conclusions

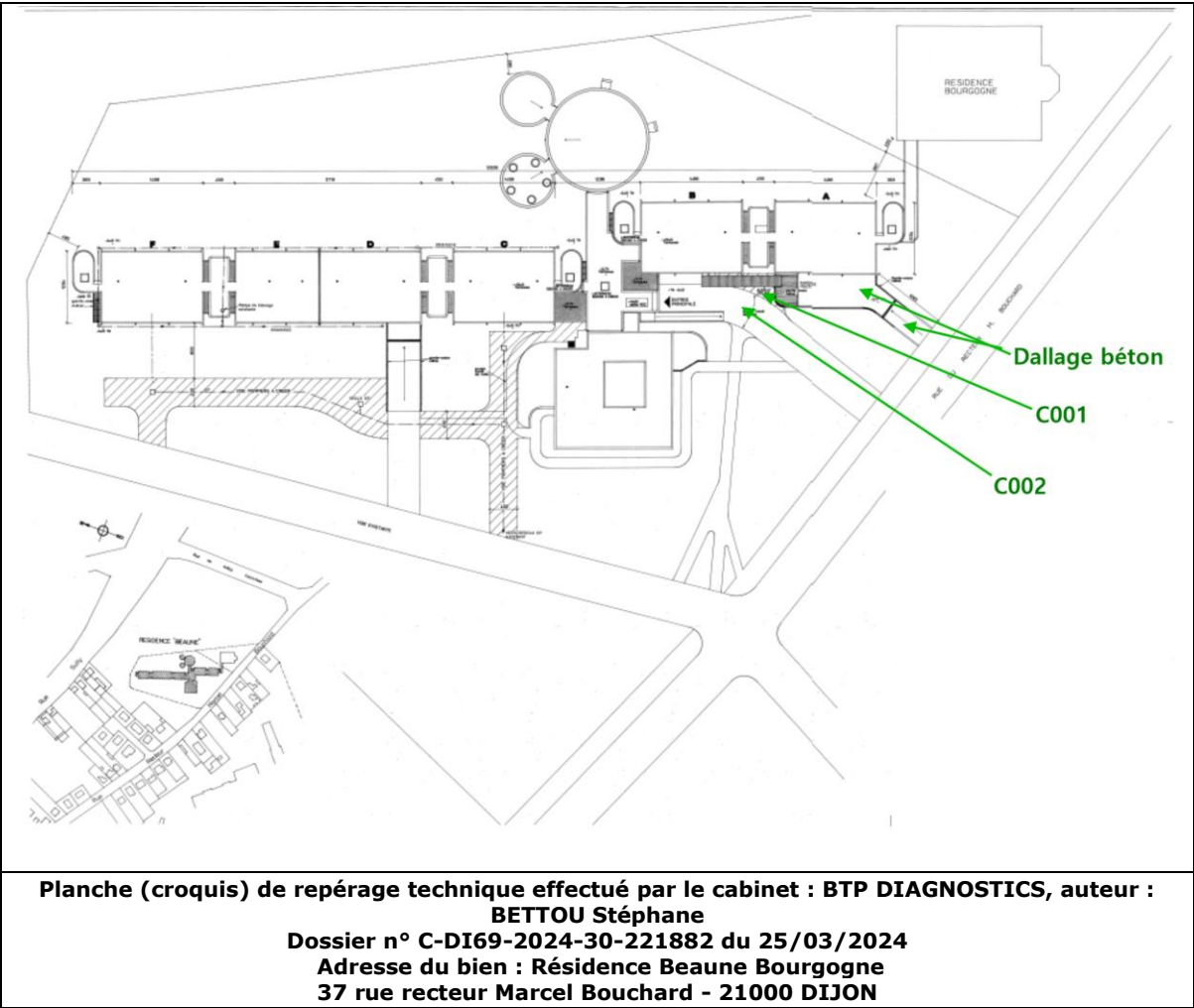


Planche de repérage

BTP DIAGNOSTICS
Immeuble Central Gare - 1 Place Charles
de Gaulle, 78180 MONTIGNY-LE-
BRETONNEUX

Adresse du bien :
Résidence Beaune Bourgogne
37 rue recteur Marcel Bouchard
21000 DIJON


Réf. du rapport : C-DI69-2024-30-221882
Rédacteur : BETTOU Stéphane
Date : 25/03/2024

Légende


a C...	Prélèvement avec présence d'amiante (carottage)
C...	Prélèvement avec absence d'amiante (carottage)
	Local ou zone non compris dans le périmètre de repérage

ENSEMBLE DES CAROTTES RÉALISÉES

Liste des carottes et couches affiliées :

IDENTIFICATION DU CAROTTAGE : Carotte 01		
Localisation		
	CP / Commune : 21000 DIJON RD / Voie : Contre bâtiment PR / Position :	Précision : Résidence Beaune Bourgogne 37 rue recteur Marcel Bouchard Coordonnées Géo X : Coordonnées Géo Y :
Caractéristique du carottage		
	Date : 26/03/2024 Épaisseur totale : 6	Épaisseur des couches : Couche 01 : 6 cm
	Photo de localisation 	Photo de la Carotte /
Commentaires : Sans objet		
Référence de la couche	Analyse amiante (oui/non) Conclusion (présence/absence)	Analyse HAP (oui/non) Conclusion (présence/absence)
Couche 01 Enrobé	Oui Amiante non détecté	Oui <50 mg/kg

IDENTIFICATION DU CAROTTAGE : Carotte 02

Localisation		
	CP / Commune : 21000 DIJON RD / Voie : PR / Position :	Précision : Résidence Beaune Bourgogne 37 rue recteur Marcel Bouchard Coordonnées Géo X : Coordonnées Géo Y :
Caractéristique du carottage		
	Date : Epaisseur totale : 6	Epaisseur des couches : Couche 01 : 6 cm
	Photo de localisation 	Photo de la Carotte /
Commentaires : Sans objet		
Référence de la couche	Analyse amiante (oui/non) Conclusion (présence/absence)	Analyse HAP (oui/non) Conclusion (présence/absence)
Couche 01 Enrobé	Oui Amiante non détecté	Oui <50 mg/kg

OBJET DE LA MISSION

La présente mission consiste à réaliser la **caractérisation des enrobés bitumineux** pour établir l'absence ou la présence d'amiante et/ou de HAP en teneur élevée avant réalisation de travaux. Elle est de la responsabilité du donneur d'ordre, maître d'ouvrage, propriétaire ou gestionnaire de l'infrastructure faisant l'objet de l'opération, dans le cadre de son évaluation des risques dès la phase de conception.

Elle a pour objectif d'identifier les matériaux et produits susceptibles de libérer des fibres d'amiante ainsi que de s'assurer de la présence ou l'absence en teneur élevée de HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques) à l'occasion des travaux prévus par le donneur d'ordre et est réalisé pour satisfaire l'exigence du code du travail portant sur le risque d'exposition à l'amiante selon les articles L.4412-2 et R4412-97 du code du travail.

La connaissance de la teneur en HAP d'un enrobé est rendue nécessaire pour déterminer la possibilité de le recycler à chaud ou à froid.

La caractérisation doit être faite pour toute opération sur enrobé bitumineux amenant à déstructurer les matériaux ou à émettre de la poussière. Trois natures de travaux sont concernées :

- Interventions ponctuelles sur les revêtements routiers : découpe d'enrobés au marteau ou à la scie, détournement de regards, engravures réalisées à l'aide de petites raboteuses (largeur de rabotage <1m), bouchage de nids de poule, carottages en vue d'une caractérisation ou d'un diagnostic, etc.
- Travaux de démolition de chaussées par des techniques autres que le rabotage : enlèvement des couches de chaussées au moyen d'engins d'extraction tels que pelles hydrauliques, chargeuses-pelleteuses, chargeuses.
- Travaux de rabotage sur chaussées : opérations d'une certaine envergure réalisées à l'aide de raboteuses équipées de fraises d'au moins un mètre de largeur et pour lesquelles les interventions manuelles sont plus limitées

Ce rapport **ne constitue pas un rapport de repérage de l'amiante** préalable à toutes opérations, notamment travaux ou démolition. Il concerne uniquement les enrobés bitumineux visés par le programme de travaux du donneur d'ordre et vient en **complément d'un rapport de repérage amiante avant travaux** rendu obligatoire par l'article R4412-97 du code du travail. Il n'a pour vocation qu'à déterminer la présence ou l'absence d'amiante et à déterminer la teneur en HAP.

Avertissement : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.** Il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant où les protégeant.

Rappel réglementaire :

- Articles L. 4412-2 et R.4412-97 du code du travail
- Norme NFX 43-050 et suivant les dispositions de la norme NF ICO 18287
- Norme NF X 46-102 de novembre 2020
- Guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux de novembre 2013

INFORMATION SUR LE RAPPORT

Révision	Date	Objet
Version 1	18/04/2024	Création du document

Ce rapport a fait l'objet d'une commande en date du : 07/03/2024

Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.

RENSEIGNEMENTS SUR LA MISSION

Désignation du domaine d'ouvrage concerné					
Type de bien	Adresse	Bâtiment Étage	Référence cadastrale	Date de construction	Occupation des locaux
Autres	Résidence Beaune Bourgogne 37 rue recteur Marcel Bouchard 21000 DIJON		Section cadastrale : NC, Parcelle(s) n° : NC,	Date du permis de construire non connue	Vide

Désignation du propriétaire / donneur d'ordre		
	NOM Prénom	Adresse
Propriétaire	CROUS Bourgogne Franche Comté Sous-direction du Patrimoine - Site de Dijon	32 avenue de l'Observatoire BP 32021 25001 BESANCON Cedex 3
Donneur d'ordre	CROUS Bourgogne Franche Comté Sous-direction du Patrimoine - Site de Dijon	32 avenue de l'Observatoire BP 32021 25001 BESANCON Cedex 3
Accompagnateur	Sans	

Désignation de la société				
Raison sociale	Adresse	SIRET	Assurance	N° et date
BTP DIAGNOSTICS	Immeuble Central Gare - 1 Place Charles de Gaulle 78180 MONTIGNY-LE- BRETONNEUX	901 305 763 00012	EUROMAF	7009368/S / 31/12/2024

Désignation du (des) opérateurs de repérage(s)		
Fonction	Nom Prénom	Certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage ----- Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	BETTOU Stéphane	Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par SOCOTEC Certification France, Le N° du certificat est DTI/1711-004 délivré le 29/08/2022 et expirant le 28/08/2029

Désignation du laboratoire		
Raison sociale	Adresse	COFRAC
FLASHLAB ILLKIRCH	38, rue de l'industrie 67400 Illkirch	N°1-5765 rev 8 - SIRET 798923660

Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.

PROGRAMME ET PÉRIMÈTRE DE REPÉRAGE

Programme et périmètre des travaux fourni par le donneur d'ordre

Descriptif des travaux

Reprise des réseaux VRD.

Programme et périmètre de repérage

Lorsque les travaux prévoient un rabotage (fraisage), il convient de déterminer l'épaisseur de chaussée à caractériser.

Les investigations doivent porter sur l'épaisseur de chaussée qui sera concernée par les travaux, augmentée d'une valeur prenant en compte :

- la variation de l'épaisseur des couches de la chaussée existante susceptibles de contenir de l'amiante : tolérance lors de la mise en œuvre (s'agissant de la couche de roulement : 1 cm) plus une épaisseur de précaution soit au total 2 cm.

- la tolérance sur les épaisseurs des travaux projetés : rabotage : 2 cm, travaux ponctuels, sciage : 5 cm.

La caractérisation se fera sur l'épaisseur des travaux projetés augmentée de ces deux valeurs. Par exemple, en cas de fraisage prévu sur 8 cm, l'investigation portera sur une épaisseur augmentée de 2 cm + 2 cm, soit sur 12 cm.

Dans le cas d'investigations par carottage, les observations faites permettront de positionner précisément les interfaces des différentes couches concernées par les travaux.

Dans les autres cas (décroûtage de chaussée, travaux ponctuels), l'identification par prélèvement portera sur la totalité des couches susceptibles d'être retirées.

VALIDATION DE LA CARACTÉRISATION

COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS

En cas de présence d'amiante, si le principe de l'enlèvement de l'enrobé est conservé :

- Les dispositions à prendre pour réaliser les travaux sont définies par les articles R4412-94 à 148 du code du travail (décret du 4 mai 2012 modifié par le décret 2013-594 du 5 juillet 2013) qui traite de tous les types d'opération et les arrêtés d'application :
 - Arrêté formation du 23 février 2013 ;
 - Arrêté contrôle de l'empoussièrement du 14 août 2012 ;
 - Arrêté certification du 14 décembre 2012 ;
 - Arrêté EPI du 7 mars 2013,
 - Arrêté MPC du 8 avril 2013
- **L'enrobé enlevé ne peut être réutilisé. Il doit être stocké en centre d'enfouissement adéquat.**

En cas de présence de HAP en teneur supérieure à 50 mg/kg, le donneur d'ordre exclura la possibilité de réutilisation des agrégats d'enrobés à chaud ou tièdes.

Cette valeur pourrait être relevée pour les réutilisations à froid.

Commentaires : Néant

Bibliographie

La caractérisation est faite en deux phases :

- une première phase à partir des informations disponibles sur les chaussées où les travaux sont projetés. La recherche de ces informations est indispensable car elle peut permettre d'éviter une caractérisation par analyse.

Les informations sont fournies par le donneur d'ordre avant la visite sur site pour études documentaires.

La caractérisation peut se limiter à cette première phase uniquement si la synthèse des informations collectées permet de conclure de façon certaine à l'absence d'amiante ou de HAP à teneur élevée (>50mg/kg d'enrobé).

- une seconde phase, en cas d'absence d'informations suffisantes de la phase précédente, par la prise d'échantillons (par exemple par carottage) et analyse en laboratoire permettra de confirmer la présence ou l'absence d'amiante ou de HAP en teneur élevée. L'analyse du prélèvement doit être faite par un laboratoire accrédité.

Documents demandés au donneur d'ordre	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux zones analysées	-

Néant

Écarts, adjonctions et suppressions par rapport aux arrêtés en vigueur

La mission de repérage ne s'est pas déroulée conformément aux normes et guides

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X

Cachet de l'entreprise	Signature de l'opérateur	Date de visite et d'établissement de l'état	
BTP Diagnostics Immeuble Central Gare 1 place Charles de Gaulle 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX Tél : 01 39 44 28 92 - Fax : 01 39 44 72 30 SIRET : 901 305 763 00012		Visite	Effectuée le : 25/03/2024
			par : BETTOU Stéphane
		Rapport	Rédigé le : 18/04/2024
			à : DIJON

PV DES ANALYSES LABORATOIRE



Flashlab Longjumeau
1 Chemin de Saulxier
91 160 Longjumeau

BTP DIAGNOSTICS
62 Chemin de la Bruyère – Immeuble
Le Vernal – 2^{ème} étage
69570 DARDILLY

A Longjumeau,
Le 09 Avril 2024

Objet : Transfert de vos demandes d'analyse HAP vers notre laboratoire partenaire

Cher client,

Tout d'abord, nous vous remercions pour la confiance que vous nous accordez et faisons notre maximum pour garantir votre satisfaction pour l'ensemble de nos prestations.

Nous connaissons depuis le début du mois de Février des difficultés dans l'approvisionnement de nos solvants, qui met à mal notre production avec un risque de retard dans la prise en charge de vos échantillons pour analyse **HAP**.

Exceptionnellement et afin de limiter le retard, nous vous proposons de transférer vos dossiers vers notre partenaire -Les laboratoires AREIA- avec une analyse sous accréditation COFRAC.

La facturation restera via Flashlab et nous prendrons pour nous les surcoûts pour que cet événement n'ait aucun impact financier pour vous.

Vous trouverez ci-après la liste des dossiers transférés pour lesquels vous recevrez les rapports d'analyses à partir de la semaine prochaine.

En ce qui concerne les analyses d'amiante sur enrobés, pas de changement, nos capacités ne sont pas impactées par ce défaut fournisseur de matière première, et nous pouvons analyser vos échantillons en respectant les délais demandés.

Nous vous remercions pour votre compréhension.

Cordialement

FLASHLAB SAS – 1 Chemin de Saulxier – 91160 LONGJUMEAU
SIRET 79892366000012 – CODE APE 7120B – RCS EVRY B798 923 660 – N°TVA
Intracommunautaire FR 29 798 923 660
Tél : +33 (0)1 76 91 22 72 – Site Web : www.novovitae.fr/flashlab/



Veuillez trouver ci-dessous la liste des dossiers concernés :

Dossiers	Description	Client	Prénom	Nom	N° Dossier Client	Date de réception	Echantillons
24ENV002682	HAP	BTP DIAGNOSTICS	Stéphane	BETTOU	C-DI69-2024-30-221882	05/04/2024	2

FLASHLAB SAS – 1 Chemin de Saulxier – 91160 LONGJUMEAU
SIRET 79892366000012 – CODE APE 7120B – RCS EVRY B798 923 660 – N°TVA
Intracommunautaire FR 29 798 923 660
Tél : +33 (0)1 76 91 22 72 – Site Web : www.novovitae.fr/flashlab/



LABORATOIRES AREIA ENVIRONNEMENT

Route du Neubourg, Zone d'activités de la Baudrière
27520 Grand Bourgtheroulde
Tél. : +33 (0)235 780 665

Commande : Non communiquée

Mail : pole-pollution@areialab.com

Pour le compte de :

FLASHLAB
1 chemin de Saulxier
91160 LONGJUMEAU

Dénomination de l'affaire :

Par le laboratoire : 925-2024-HAP-277
Par le client* : 24ENV002682 / C-DI69-2024-30-221882

RAPPORT D'ESSAI N° 925-2024-HAP-277-1

Dosage des HAP dans les enrobés par chromatographie en phase gazeuse/spectrométrie de masse (CGSM)

Méthode utilisée : Méthode interne de prétraitement, humidité totale NF EN 14346- Méthode A (norme abrogée); extraction par micro-ondes et dosage par GC/MS.

Condition de stockage : A environ 4°C à l'abri de la lumière



Ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement et n'engage la responsabilité des Laboratoires
AREIA Environnement que dans son format original, accompagné de la signature de son auteur.

Page 1/3

EN-T-18-15

17 Avril 2023

Référence de l'échantillon		Prélèvement par le client**		Information sur l'échantillon			
Client*	AREIA	Lieu*	Date*	Type d'échantillon	Début des analyses	Fin des analyses	% de refus de tamis
Carotte 01	925-2024-HAP-277-1		-	Enrobé	15/04/2024	16/04/2024	< 20%

Ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement et n'engage la responsabilité des Laboratoires
AREIA Environnement que dans son format original, accompagné de la signature de son auteur.

Page 2/3

EN-T-18-15

17 Avril 2023

Référence AREIA		925-2024-HAP-277-1	
Matière sèche (%)		99,0	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		Résultats (mg/kg MS)	LQ (mg/kg)
Composés	Incertitudes		
Naphtalène	36%	< 0,5	0,5
Acénaphthylène	28%	< 0,5	0,5
Acénaphthène	31%	< 0,5	0,5
Fluorène	28%	< 0,5	0,5
Phénanthrène	23%	< 0,5	0,5
Anthracène	35%	< 0,5	0,5
Fluoranthène	38%	< 0,5	0,5
Pyrène	44%	< 0,5	0,5
Benzo(a)anthracène	36%	< 0,5	0,5
Chrysène	50%	< 0,5	0,5
Benzo(b)fluoranthène	35%	< 0,5	0,5
Benzo(k)fluoranthène	40%	< 0,5	0,5
Benzo(a)pyrène	46%	< 0,5	0,5
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	30%	< 0,5	0,5
Dibenzo(a,h)anthracène	43%	< 0,5	0,5
Benzo(g,h,i)peryène	50%	< 0,5	0,5
Somme des HAP (mg/kg MS)**		8,0	

Les données marquées par "*" sont issues du client

Dans la colonne de résultats "<" signifie inférieur à la limite de quantification; n.d. signifie non déterminé

Les données marquées par "**" sont hors champ d'accréditation

Lorsque tous les composés ont une teneur inférieure à la limite de quantification, la valeur considérée est égale à 0,5 mg/kg MS

Les résultats d'analyses ne concernent que ces échantillons soumis à essai, et tels qu'ils ont été reçus.

Commentaires:

La co-élution du benzo(j)fluoranthène avec le benzo(b)fluoranthène est avérée. La contribution du benzo(j)fluoranthène au signal attribuée au benzo(b)fluoranthène ne peut être ni négligée, ni estimée.

La date de prélèvement n'a pas été communiquée, les résultats peuvent être sous-estimés.

Fait le 16/04/2024
VERGER Mégane
Technicienne de laboratoire

Ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement et n'engage la responsabilité des Laboratoires
AREIA Environnement que dans son format original, accompagné de la signature de son auteur.

Page 3/3
EN-T-18-15
17 Avril 2023



LABORATOIRES AREIA ENVIRONNEMENT

Route du Neubourg, Zone d'activités de la Baudrière
27520 Grand Bourgtheroulde
Tél. : +33 (0)235 780 665

Commande : Non communiquée
Mail : pole-pollution@areialab.com

Pour le compte de :

FLASHLAB
1 chemin de Saulxier
91160 LONGJUMEAU

Dénomination de l'affaire :

Par le laboratoire : 925-2024-HAP-277
Par le client* : 24ENV002682 / C-DI69-2024-30-221882

RAPPORT D'ESSAI N° 925-2024-HAP-277-2

Dosage des HAP dans les enrobés par chromatographie en phase gazeuse/spectrométrie de masse (CGSM)

Méthode utilisée : Méthode interne de prétraitement, humidité totale NF EN 14346- Méthode A (norme abrogée); extraction par micro-ondes et dosage par GC/MS.

Condition de stockage : A environ 4°C à l'abri de la lumière

Référence de l'échantillon		Prélèvement par le client**		Information sur l'échantillon			
Client*	AREIA	Lieu*	Date*	Type d'échantillon	Début des analyses	Fin des analyses	% de refus de tamis
Carotte 02	925-2024-HAP-277-2		-	Enrobé	15/04/2024	16/04/2024	< 20%

Ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement et n'engage la responsabilité des Laboratoires
AREIA Environnement que dans son format original, accompagné de la signature de son auteur.

Page 2/3
EN-T-18-15
17 Avril 2023

Référence AREIA		925-2024-HAP-277-2	
Matière sèche (%)		99,6	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		Résultats (mg/kg MS)	LQ (mg/kg)
Composés	Incertitudes		
Naphtalène	36%	< 0,5	0,5
Acénaphthylène	28%	< 0,5	0,5
Acénaphthène	31%	< 0,5	0,5
Fluorène	28%	< 0,5	0,5
Phénanthrène	23%	< 0,5	0,5
Anthracène	35%	< 0,5	0,5
Fluoranthène	38%	< 0,5	0,5
Pyrène	44%	< 0,5	0,5
Benzo(a)anthracène	36%	< 0,5	0,5
Chrysène	50%	< 0,5	0,5
Benzo(b)fluoranthène	35%	< 0,5	0,5
Benzo(k)fluoranthène	40%	< 0,5	0,5
Benzo(a)pyrène	46%	< 0,5	0,5
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	30%	< 0,5	0,5
Dibenzo(a,h)anthracène	43%	< 0,5	0,5
Benzo(g,h,i)pérylène	50%	< 0,5	0,5
Somme des HAP (mg/kg MS)**		8,0	

Les données marquées par "*" sont issues du client
Dans la colonne de résultats "<" signifie inférieur à la limite de quantification; n.d., signifie non déterminé
Les données marquées par "**" sont hors champ d'accréditation
Lorsque tous les composés ont une teneur inférieure à la limite de quantification, la valeur considérée est égale à 0,5 mg/kg MS
Les résultats d'analyses ne concernent que ces échantillons soumis à essai, et tels qu'ils ont été reçus.

Commentaires:
La co-élution du benzo(j)fluoranthène avec le benzo(b)fluoranthène est avérée. La contribution du benzo(j)fluoranthène au signal attribuée au benzo(b)fluoranthène ne peut être ni négligée, ni estimée.
La date de prélèvement n'a pas été communiquée, les résultats peuvent être sous-estimés.

Fait le 16/04/2024
VERGER Mégane
Technicienne de laboratoire

Ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement et n'engage la responsabilité des Laboratoires
AREIA Environnement que dans son format original, accompagné de la signature de son auteur.

Page 3/3
EN-T-18-15
17 Avril 2023



Accréditation
N° 1-5952
Site de Longjumeau
Portée disponible
sur www.cofrac.fr



RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE NATURELLEMENT PRÉSENT DANS LES MATÉRIAUX, PRODUITS MANUFACTURÉS ET MATÉRIAUX BRUTS

Client : BTP DIAGNOSTICS - LYON
Stéphane BETTOU
62 chemin de la Bruyère - Immeuble Le Vernal - 2ème étage
69570 DARDILLY

DOSSIER

Référence FlashLab : 24FPP006027

Date de réception : 05/04/2024

Référence client © : C-DI69-2024-30-221882

Edition du rapport : 17/04/2024 à 17:51

Adresse du site © : Côte-d'Or résidence Beaune bourgogne 37 rue recteur marcel bouchard
21000 DJON

Examen initial		Description couche / Composant	Préparation		Analyse			Résultat
Description initiale avant traitement	Superposition ou stratification de couche		Nb	Traitement	Nb	Méthode	Analyste	
Référence échantillon FlashLab : 24FPP006027-001								
Référence échantillon client © : Carotte 01 - enrobe								
Localisation © :								
# Fragments d'enrobé	# Absence	# Liant Bitumineux	#1	# Chloroforme	#2	#META	mmamou	# Aucune fibre d'amiante n'a été détectée **
# Fragments d'enrobé	# Absence	# Agrégat(s) Anguleux, Beige/Rouge	#3	# Acide chlorhydrique	#6	#META	mmamou	# Aucune fibre d'amiante n'a été détectée **
# Fragments d'enrobé	# Absence	# Liant Bitumineux	#2	# Thermique	#2	#MOLP	cdiboundje	N/A

Méthodes de préparation et d'analyse pour la recherche de fibres d'amiante dans les matériaux et produits :

Préparation MOLP (Microscopie Optique à Lumière Polarisée) selon la méthode interne R-RAN-MOP-1-4, R-RAN-MOP-1-6 et analyse MOLP selon le guide HSG 248 - Appendice 2.

Préparation META (Microscopie Electronique à Transmission Analytique) selon les méthodes internes R-RPP-MOP-1-4, R-RPP-MOP-1-7 et R-RPP-MOP-1-5, et analyse META selon la norme NF X43-050.

** META: L'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

Observation(s) :

FRIAA Asma
Cheffe D'Equipe

N/A = Non Applicable ou Non Concluant dans le cas d'un résultat.

La limite de détection des fibres d'amiante de 0,1% en masse avec un niveau de confiance d'au moins 95 % est garantie par couche ou mélange de couches indissociables.

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Les résultats ne se rapportent qu'aux objets soumis à l'essai. Le laboratoire ne saurait être responsable de l'échantillonnage et du prélèvement des échantillons, qui incombent entièrement au demandeur.

Seules les prestations identifiées par le symbole # dans ce document sont effectuées sous le couvert de l'accréditation, selon l'arrêté du 1er octobre 2019 modifié par l'arrêté du 26 décembre 2019.

* Pour être optiquement observable au MOLP, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 micromètre (µm).

© Information fournie par le client.

R-PRR-FOR-1-1

1/2



Accréditation
N° 1-5952
Site de Longjumeau
Portée disponible
sur www.cofrac.fr



RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE NATURELLEMENT PRÉSENT DANS LES MATÉRIAUX, PRODUITS MANUFACTURÉS ET MATÉRIAUX BRUTS

Client : BTP DIAGNOSTICS - LYON
Stéphane BETTOU
62 chemin de la Bruyère - Immeuble Le Vernal - 2ème étage
69570 DARDILLY

DOSSIER

Référence FlashLab : 24FPP006027

Date de réception : 05/04/2024

Référence client © : C-DI69-2024-30-221882

Edition du rapport : 17/04/2024 à 17:51

Adresse du site © : Côte-d'Or résidence Beaune bourgogne 37 rue recteur marcel bouchard
21000 DJON

Examen initial		Description couche / Composant	Préparation		Analyse			Résultat
Description initiale avant traitement	Superposition ou stratification de couche		Nb	Traitement	Nb	Méthode	Analyste	
Référence échantillon FlashLab : 24FPP006027-002								
Référence échantillon client © : Carotte 02 - enrobe								
Localisation © :								
# Fragments d'enrobé	# Absence	# Liant Bitumineux	#1	# Chloroforme	#2	#META	mmamou	# Aucune fibre d'amiante n'a été détectée **
# Fragments d'enrobé	# Absence	# Agrégat(s) Anguleux, Gris/Marron	#3	# Acide chlorhydrique	#6	#META	mmamou	# Aucune fibre d'amiante n'a été détectée **
# Fragments d'enrobé	# Absence	# Liant Bitumineux	#2	# Thermique	#2	#MOLP	cdiboundje	N/A

Méthodes de préparation et d'analyse pour la recherche de fibres d'amiante dans les matériaux et produits :

Préparation MOLP (Microscopie Optique à Lumière Polarisée) selon la méthode interne R-RAN-MOP-1-4, R-RAN-MOP-1-6 et analyse MOLP selon le guide HSG 248 - Appendice 2.
Préparation META (Microscopie Electronique à Transmission Analytique) selon les méthodes internes R-RPP-MOP-1-4, R-RPP-MOP-1-7 et R-RPP-MOP-1-5, et analyse META selon la norme NF X43-050.

** META: L'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

Observation(s) :

FRIAA Asma
Cheffe D'Equipe

N/A = Non Applicable ou Non Concluant dans le cas d'un résultat.

La limite de détection des fibres d'amiante de 0,1% en masse avec un niveau de confiance d'au moins 95 % est garantie par couche ou mélange de couches indissociables.

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Les résultats ne se rapportent qu'aux objets soumis à l'essai. Le laboratoire ne saurait être responsable de l'échantillonnage et du prélèvement des échantillons, qui incombent entièrement au demandeur.

Seules les prestations identifiées par le symbole # dans ce document sont effectuées sous le couvert de l'accréditation, selon l'arrêté du 1er octobre 2019 modifié par l'arrêté du 26 décembre 2019.

* Pour être optiquement observable au MOLP, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 micromètre (µm).

© Information fournie par le client.

R-PRR-FOR-1-1

2/2

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoissièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du

1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

CERTIFICATION DE COMPÉTENCE



CERTIFICAT

N° DTI / 1711-004

Certifié par la présente que :

Stéphane BETTOU

a passé avec succès les examens relatifs à la certification de ses compétences

DOMAINE TECHNIQUE	INTITULE DU/DE(S) TYPE(S) DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER	DEBUT DE VALIDITE	FIN DE VALIDITE
AMIANTE	Missions de repérage des matériaux et produits des listes A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention	29/08/2022	29/08/2029
AMIANTE - avec mention	Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels, missions de repérage des matériaux et produits de la liste C, les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement	29/08/2022	29/08/2029

qui ont été réalisés par Socotec Certification France conformément aux arrêtés compétences :

- Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification



ACCREDITATION N° 4-0385
PORTÉE DISPONIBLE SUR
WWW.COFRAC.FR

Ce certificat n'a qu'une valeur indicative. La validité réelle d'un certificat SOCOTEC Certification International est matérialisée par la présence dans l'annuaire des certifiés disponible sur le site internet de SOCOTEC Certification France à l'adresse : www.socotec-certification-international.fr
SOCOTEC Certification France - 13, cours Valmy 92977 PARIS LA DEFENSE - France - SAS au capital de 100 000€ - RCS Créteil 490 994 309 - www.socotec-certification-international.fr

Directeur Général Certification Xavier Daniel

AUTRES DOCUMENTS

ATTESTATION D'INDEPENDANCE

GARANTIE DES MOYENS

Je soussigné, **BETTOU Stéphane**, de la société **BTP DIAGNOSTICS** dont le siège social se situe au 1, place Charles de Gaulle 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX, immatriculée au RCS de **Versailles** sous le numéro de **SIREN 901 305 763**, déclare et m'engage sur l'honneur* n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son représentant, ni avec une entreprise susceptible d'organiser des travaux dans les immeubles pour lesquels il m'est demandé de réaliser un diagnostic technique immobilier. Je reconnais par ailleurs mettre les moyens nécessaires au regard de l'article L.271-2 et L271-6 du code de la construction et de l'habitation pour réaliser les missions demandées.

A Montigny, le 18/04/2024



BTP Diagnostics
Immeuble Central Gare
1 place Charles de Gaulle
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Tél. : 01 39 44 28 92 - Fax : 01 39 44 72 30
SIRET : 901 305 763 00012

euromaf

Assurance des Ingénieurs et Architectes Européens

189 boulevard Malesherbes 75856 Paris Cedex 17

SIRET 429 599 509 00024

Tel : 33 (0)1 53 70 30 00 | euromaf@euromaf.fr

www.euromaf.fr

Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme
au capital de 21 250 000 € - R.C.S. Paris B 429 599 509

89C263E98

872403AE38

ATTESTATION D'ASSURANCE

2024

La société d'assurance soussignée atteste avoir délivré à :

N° d'identification : 7401582/Y/110

Une police N° : 7009368/S

couvrant ses responsabilités professionnelles spécifiques pour la
période du 01/01/2024 au 31/12/2024

N° d'édition d'attestation : 20242003536

La garantie du contrat s'applique aux opérations réalisées en
France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer et
dont le coût prévisionnel des travaux hors honoraires n'excède
pas 30 000 000,00 € hors taxes sous réserve qu'un Contrat
Collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à l'adhérent
soit souscrit pour les opérations dont le coût prévisionnel des
travaux est égal ou supérieur à 20 000 000,00 € hors taxes.

Accédez aux éléments de vérification de délivrance de cette
attestation en flashant ce code avec votre smartphone (vérifiez dans
votre navigateur que vous êtes bien sur la page sécurisée
<https://attestation.maf.fr>) ou en vous rendant sur
<https://attestation.maf.fr> muni de cette clé de sécurité : 6417dce2
La vérification de la concordance des données s'effectue sous votre
seul contrôle.



SASU BTP DIAGNOSTICS

IMMEUBLE CENTRAL GARE
1 PLACE CHARLES DE GAULLE
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
France

Cette police actuellement en vigueur satisfait à l'obligation d'assurance édictée par la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Elle est conforme aux clauses-types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du code des assurances. La présente attestation ne peut engager la société d'assurance au-delà des conditions et limites du contrat auquel elle se réfère.

Activités assurées :

- B.5.1a Missions de diagnostic thermique, d'audit énergétique sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations pouvant servir de base à la réalisation des travaux, d'infiltrométrie, de thermographie infrarouge
- B.5.1b Missions de diagnostic de performance énergétique confiées par tout vendeur ou bailleur d'un bien immobilier en application des articles L 134-1 à L 134-5 et R 134-1 à R 134-5 du code de la construction et de l'habitation
- B.5.4 Missions de diagnostic d'installations électriques, sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations destinée à servir de base à la réalisation des travaux
- B.5.3 Missions d'audit acoustique, sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations destinée à servir de base à la réalisation de travaux
- B.5.5 Missions de recherche de matériaux et produits de la construction contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis, confiées en application des articles L 1334-13 et R 1334-14 à R 1334-29 du code de la santé publique
- B.5.7 Missions de métrage de superficie des lots de copropriété des immeubles bâtis, régies par la loi n° 96-1107 du 18 décembre 1996 améliorant la protection des acquéreurs de lots de copropriété et par son décret d'application du 23 mai 1997 ainsi que les métrages portant sur la superficie habitable d'un bien donné en location en application de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009
- B.5.8 Missions d'état des lieux, diagnostic de bâtiments à l'exclusion de la maîtrise d'œuvre générale
- B.5.9 Missions de diagnostic saturnisme, de contrôle après travaux ou d'établissement de constat de risque d'exposition au plomb à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle, en application des articles L 1334-1 à L 1334-12 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique
- B.5.10 Missions d'établissement d'un état du bâtiment relatif à la présence de termites ou d'attestations de réalisation des travaux préventifs ou d'éradication (articles L 133-1, L 133-6 et R 133-1 du code de la construction et de l'habitation)
- B.5.11 Missions de diagnostic visant à évaluer les risques de présence de légionelles dans les réseaux d'eau
- B.5.14 Missions d'établissement d'un état des installations intérieures de gaz réalisées lors des ventes de tout ou partie de biens immobiliers à usage d'habitation en application des articles L 134-6 et R 134-6 à R 134-9 du code de la construction et de l'habitation
- B.5.16 Missions de diagnostic d'accessibilité aux personnes handicapées dans le cadre des dispositions de la loi handicap du 11/02/2005 (décret du 22/03/2007)
- B.5.17 Missions de diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments en application des articles R.111-43 à R.111-47 du Code de la construction et de l'habitation

Fin de liste

Fait à Paris, le 01 janvier 2024


EUROMAF SA

8BA76F67A4

10EF53A3F9

euromaf

Assurance des Ingénieurs et Architectes Européens

189 boulevard Maiesherbes 75856 Paris Cedex 17

SIRET 429 599 509 00024

Tel : 33 (0)1 53 70 30 00 | euromaf@euromaf.fr

www.euromaf.fr

Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme
au capital de 21 250 000 € - R.C.S. Paris B 429 599 509

89C263E98

872403AE38

ATTESTATION D'ASSURANCE

2024

N° d'identification : **7401582/Y/110**
N° d'édition d'attestation : **20242003536**

SASU BTP DIAGNOSTICS

**IMMEUBLE CONTRAL GARE
1 PLACE CHARLES DE GAULLE
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
France**

Accédez aux éléments de vérification de délivrance de cette
attestation en flashant ce code avec votre smartphone (vérifiez dans
votre navigateur que vous êtes bien sur la page sécurisée
<https://attestation.maf.fr>) ou en vous rendant sur
<https://attestation.maf.fr> muni de cette clé de sécurité : 6417dce2
La vérification de la concordance des données s'effectue sous votre
seul contrôle.



Paris, le 01 janvier 2024

ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE AUTRE QUE DÉCENNALE

EUROMAF SA atteste que **SASU BTP DIAGNOSTICS / SIREN 901305763 – IMMEUBLE CONTRAL GARE 1 PLACE CHARLES DE GAULLE 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX France** est titulaire d'un contrat d'assurance des responsabilités professionnelles des ingénieurs et autres concepteurs de la construction n° 7009368/S garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités spécifiques de sa profession pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ce contrat garantit la responsabilité civile professionnelle générale de l'assuré.

La garantie objet de la présente attestation s'applique :

- aux activités professionnelles suivantes :
 - B.5.1a Missions de diagnostic thermique, d'audit énergétique sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations pouvant servir de base à la réalisation des travaux, d'infiltrométrie, de thermographie infrarouge
 - B.5.1b Missions de diagnostic de performance énergétique confiées par tout vendeur ou bailleur d'un bien immobilier en application des articles L 134-1 à L 134-5 et R 134-1 à R 134-5 du code de la construction et de l'habitation
 - B.5.4 Missions de diagnostic d'installations électriques, sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations destinée à servir de base à la réalisation des travaux
 - B.5.3 Missions d'audit acoustique, sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations destinée à servir de base à la réalisation de travaux
 - B.5.5 Missions de recherche de matériaux et produits de la construction contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis, confiées en application des articles L 1334-13 et R 1334-14 à R 1334-29 du code de la santé publique
 - B.5.7 Missions de métrage de superficie des lots de copropriété des immeubles bâtis, régies par la loi n° 96-1107 du 18 décembre 1996 améliorant la protection des acquéreurs de lots de copropriété et par son décret d'application du 23 mai 1997 ainsi que les métrages portant sur la superficie habitable d'un bien donné en location en application de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009
 - B.5.8 Missions d'état des lieux, diagnostic de bâtiments à l'exclusion de la maîtrise d'œuvre générale
 - B.5.9 Missions de diagnostic saturnisme, de contrôle après travaux ou d'établissement de constat de risque d'exposition au plomb à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle, en application des articles L 1334-1 à L 1334-12 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique
 - B.5.10 Missions d'établissement d'un état du bâtiment relatif à la présence de termites ou d'attestations de réalisation des travaux préventifs ou d'éradication (articles L 133-1, L 133-6 et R 133-1 du code de la construction et de l'habitation)
 - B.5.11 Missions de diagnostic visant à évaluer les risques de présence de légionelles dans les réseaux d'eau
 - B.5.14 Missions d'établissement d'un état des installations intérieures de gaz réalisées lors des ventes de tout ou partie de biens immobiliers à usage d'habitation en application des articles L 134-6 et R 134-6 à R 134-9 du code de la construction et de l'habitation
 - B.5.16 Missions de diagnostic d'accessibilité aux personnes handicapées dans le cadre des dispositions de la loi handicap du 11/02/2005 (décret du 22/03/2007)
 - B.5.17 Missions de diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments en application des articles R.111-43 à R.111-47 du Code de la construction et de l'habitation
- aux chantiers réalisés en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer,
- aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, hors honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas

BBAT6F67A4

1CEFS3A3F9

EUROMAF

Assurance des Ingénieurs et Architectes Européens

189 boulevard Malesherbes 75856 Paris Cedex 17
SIRET 429 599 509 00024
Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | euromaf@euromaf.fr
www.euromaf.fr

Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme
au capital de 21 250 000 € - R.C.S. Paris B 429 599 509

89C263E588

872403AE38

ATTESTATION D'ASSURANCE

2024

supérieur à la somme de 20 000 000,00 €.

Cette somme est portée à 30 000 000,00 € en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 000 000 €.

Au-delà de l'une des limites qui conditionnent l'application du contrat, l'assuré doit se rapprocher de son assureur.

Au-delà de 30 000 000,00 € hors taxes ou de 20 000 000,00 € hors taxes en l'absence de Contrat Collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à l'assuré, la garantie peut être étendue par accord exprès entre l'assuré et l'assureur, après détermination des conditions de la garantie et du tarif.

La garantie est accordée sur base réclamation.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Valeur au samedi 30 juin 2007

Garantie des dommages consécutifs aux dommages définis aux articles 1792 et 1792-2 du code civil et garantie des dommages relevant des autres responsabilités professionnelles	Montant de la garantie par sinistre	Montant de la garantie par année d'assurance
. Dommages corporels	4 500 000,00 €	13 500 000,00 €
- Dont dommages corporels résultant d'une exposition à l'amiante	117 801,92 €	353 405,76 €
. Dommages matériels et immatériels	1 750 000,00 €	6 000 000,00 €
- Dont dommages immatériels non consécutifs	500 000,00 €	1 500 000,00 €
. Dommages aux éléments d'équipement à usage professionnel (article 1792-7 du Code Civil)	500 000,00 €	1 500 000,00 €
► Le montant total de la garantie ne peut excéder 4 750 000,00 € par sinistre, tous dommages confondus		

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 01 janvier 2024


EUROMAF SA

88A76F67A4

10EF53A3F9